

## **RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

Conformément à l'article L.225-37 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le gouvernement d'entreprise mentionnant les informations prévues aux articles L.22-10-8 à L.22-10-11 et L.225-37-4 du même code.

### **PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration a décidé de se référer au code de gouvernement d'entreprise de Middlednext, publié en décembre 2009 et mis à jour en septembre 2021, à l'exception des recommandations relatives :

- à la durée des mandats non échelonnés : par simplification, la durée des mandats est d'un an pour tous les administrateurs,
- à la formation des membres du Conseil : le Conseil d'Administration ne met pas en place un plan de formation triennal mais le règlement intérieur prévoit que le Conseil d'Administration mettra en place une formation en cas de demande d'un ou plusieurs administrateurs,
- à la mise en place d'un Comité spécialisé sur le RSE : cette recommandation n'est plus applicable à ce jour.

De plus, les Administrateurs ont pris connaissance des éléments présentés dans la rubrique « points de vigilance » de ce code.

Les règles de gouvernance de la société sont indiquées ci-dessous.

#### **Modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil d'Administration**

- ***Organisation et fonctionnement du Conseil d'Administration***

SAINT JEAN GROUPE est une Société Anonyme administrée par un Conseil d'Administration composé de cinq administrateurs.

A la suite de l'analyse des cinq critères permettant d'évaluer l'indépendance, mentionnés dans le code Middlednext, deux administrateurs sont indépendants. Leur nombre est conforme aux recommandations du code Middlednext.

M. David-Alexandre GROS, Mme Marie-Christine GROS-FAVROT et M. Guillaume BLANLOEIL ne sont pas indépendants.

La durée du mandat des administrateurs est d'une année ; elle expire à l'issue de l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

En cas de conflit d'intérêt survenant après l'obtention de son mandat, l'Administrateur doit informer le Conseil d'Administration, s'abstenir de voter ou de participer aux délibérations et, le cas échéant, démissionner.

Le Conseil d'Administration élit, parmi ses Administrateurs, un Président et un Vice-Président, qui sont obligatoirement des personnes physiques et détermine, le cas échéant, leur rémunération. Aucune limitation n'est apportée aux pouvoirs du Président.

Le fonctionnement du Conseil d'Administration est organisé par un règlement intérieur qui est disponible sur le site internet de la société.

- ***Parité hommes / femmes***

Le Conseil d'Administration est composé de cinq membres dont deux femmes, le taux de féminisation du Conseil d'Administration est ainsi de 40 %, soit conforme aux dispositions légales imposant un seuil de 40 %.

## **Compte-rendu de l'activité du Conseil d'Administration au cours de l'exercice écoulé**

- ***Fréquence des réunions***

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration s'est réuni à six reprises et le quorum pour chacune de ces réunions a été largement atteint. Le taux de présence des Administrateurs aux séances du Conseil d'Administration a été de 100 %.

- ***Invités au Conseil d'Administration***

Les Commissaires aux Comptes de la société sont convoqués aux réunions du Conseil d'Administration à l'ordre du jour desquelles figure l'examen des comptes, qu'il s'agisse des comptes annuels, des comptes semestriels ou des comptes consolidés.

- ***Contenu des réunions***

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration a consacré deux réunions à vérifier et contrôler les comptes semestriels et annuels.

Outre l'autorisation de certaines opérations en application des dispositions légales et statutaires, le Conseil d'Administration a également travaillé sur diverses questions d'ordre stratégique concernant l'évolution des différentes activités du Groupe. Il a aussi débattu de la politique de rémunération des dirigeants sociaux, du plan de succession du dirigeant, de la répartition des rémunérations allouées (jetons de présence), des conventions réglementées, de l'auto-évaluation du fonctionnement du Conseil d'Administration, de projets d'investissements en France et en Europe, de l'avancement des travaux et du suivi du budget pour l'extension de la nouvelle usine et pour le nouveau siège social de Romans-sur-Isère, de l'approbation d'investissements et d'un nouvel emprunt pour DEROUX FRERES, de l'autorisation d'une ligne de découvert pour SAINT JEAN, de la transformation du compte courant de SAINT JEAN GROUPE à SAINT JEAN en un prêt, de la modification du règlement intérieur, de la validation des projets de communiqués, de la cooptation d'un nouvel administrateur, de la réponse aux questions écrites d'actionnaires à l'Assemblée, de la démarche en matière de RSE de la société, de la revue par l'AMF du rapport financier annuel 2024 et ses recommandations, de la rémunération du Président de SAINT JEAN, de la nomination d'un Directeur Général Délégué de SAINT JEAN GROUPE et de sa rémunération, de la nomination et de la rémunération du Président et du Vice-Président de SAINT JEAN GROUPE, de la nomination d'un Président d'honneur, des documents prévisionnels, du budget consolidé prévisionnel 2026, des investissements prévisionnels 2026 et du budget prévisionnel consolidé 2026-2031 du groupe SAINT JEAN, du transfert du siège social de SAINT JEAN et ses filiales, du versement d'un dividende par les filiales de SAINT JEAN, de la signature d'un avenant au bail entre SAINT JEAN et SAS DU ROYANS et entre SAINT JEAN BOUTIQUE et SCI J2FD, de la signature d'un avenant à la promesse synallagmatique de vente portant sur le solde des terrains du domaine de la Peronne, de l'autorisation de procéder à l'achat de ses propres actions, d'un plan d'attribution d'actions gratuites, de la signature d'un contrat d'intéressement chez SAINT JEAN et ses filiales et du contrôle fiscal sur la CFE en cours chez SAINT JEAN.

## **Travaux préparatoires aux réunions du Conseil d'Administration**

- ***Modalités d'accès des Administrateurs à l'information nécessaire à leur participation aux réunions du Conseil d'Administration***

Préalablement à chaque réunion du Conseil d'Administration, les Administrateurs reçoivent, dans les délais utiles à leurs examens, les documents nécessaires à leur mission et relatifs aux sujets qui seront abordés, qui peuvent être :

- pour les réunions à l'ordre du jour desquelles figurent l'arrêté des comptes annuels ou semestriels : les comptes sociaux comprenant bilan, compte de résultat et annexe, ainsi que les comptes consolidés comprenant les mêmes éléments, de même que les projets de documents qui seront remis à l'assemblée générale et la situation de trésorerie du Groupe détaillée par entité,

- pour les réunions à l'ordre du jour desquelles figurent des propositions d'investissements soumises à autorisation préalable en application des statuts, les documents et comptes des sociétés dans lesquelles le Groupe envisage d'investir, ainsi qu'une note sur l'investissement proposé,

- et, d'une manière générale, divers documents, tels que des articles de presse relatifs à la société, ses filiales ou les secteurs dans lesquels elles opèrent, ainsi que, le cas échéant, des articles d'analyse financière relatifs à la société.

- ***Organisation et fonctionnement des comités***

- *Comité d'Audit*

L'ensemble des Administrateurs, à l'exception du Président, de Mme Marie-Christine GROS-FAVROT, compte tenu de son lien familial avec M. David-Alexandre GROS et de M. Guillaume BLANLOEIL, compte tenu de sa fonction au sein de SAINT JEAN, remplit les fonctions de Comité d'Audit. Les membres du Comité d'Audit se réunissent au début de deux réunions du Conseil d'Administration afin de procéder à l'audit des comptes semestriels et annuels, un dossier ayant été remis à l'avance à chacun d'entre eux. Tous documents complémentaires nécessaires à cet audit sont mis à la disposition des Administrateurs à leur demande.

- *Autres comités*

Aucun autre comité n'a été constitué au sein du Conseil d'Administration de la société.

## **COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **Administrateurs dépendants, non libres d'intérêts**

#### **M. David-Alexandre GROS,**

- Né en 1972 à Suresnes
- Fonction : Président Directeur Général de SAINT JEAN GROUPE, depuis le 25 juin 2025
- Fin du mandat en cours : mai 2026
- Autre mandat dans le Groupe : Président de la SAS PARNY
- Mandats exercés en dehors du Groupe : Cofondateur, Directeur Général et membre du Conseil d'Administration de la société ELEDON PHARMACEUTICALS

#### **Mme Marie-Christine GROS-FAVROT**

- Née en 1952 à Lyon
- Administrateur de SAINT JEAN GROUPE.
- Directeur Général Délégué de SAINT JEAN GROUPE
- Fin du mandat en cours : mai 2026
- Aucun autre mandat dans le Groupe
- Aucun autre mandat exercé en dehors du Groupe

### **M. Guillaume BLANLOEIL**

- Né en 1968 à Nantes
- Administrateur de SAINT JEAN GROUPE
- Fin du mandat en cours : mai 2026
- Autres mandats dans le Groupe :
  - Président de SAINT JEAN
  - Président de DEROUX FRERES
  - Représentant permanent de SAINT JEAN, Président de SAINT JEAN BOUTIQUE
  - Représentant permanent de SAINT JEAN, Président de SAS DU ROYANS
  - Gérant de la S.C.I J2FD
  - Gérant de la S.C.I LES DODOUX
  - Co-gérant de la S.C.I DEROUX JUVEN
- Mandats exercés en dehors du Groupe : Président de l'ARIA (Association Régionale des Industries Agroalimentaires) Auvergne-Rhône-Alpes.

### **Administrateurs indépendants, exerçant pleinement leur liberté de jugement**

### **M. Laurent DELTOUR**

- Né en 1956 à Paris
- Vice-Président de SAINT JEAN GROUPE
- Fin du mandat en cours : mai 2026
- Aucun autre mandat dans le Groupe
- Mandats exercés en dehors du Groupe : Administrateur de la fondation CELSIUS

### **Mme Aline COLLIN**

- Née en 1952 à Lyon
- Administrateur de SAINT JEAN GROUPE
- Fin du mandat en cours : mai 2026
- Aucun autre mandat dans le Groupe
- Aucun autre mandat exercé en dehors du Groupe

## **REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX**

### ***Approbation des éléments de la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux au titre de 2026***

La rémunération fixe du Président, du Directeur Général, du Vice-Président et du Directeur Général Délégué, le cas échéant, est décidée par le Conseil d'Administration. Les dirigeants de la société peuvent bénéficier, sur décision du Conseil d'Administration, d'une rémunération variable en fonction d'objectifs, d'une prime en cas d'opération exceptionnelle ou d'avantage en nature. Les dirigeants peuvent également se voir attribuer, par le Conseil d'Administration, des actions de la société dans le respect des dispositions réglementaires.

Les Administrateurs reçoivent une rémunération allouée fixe annuelle dont le montant maximum est déterminée par l'Assemblée Générale et maintenue jusqu'à décision contraire de toute autre assemblée. La répartition de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration est faite entre les Administrateurs et prend en compte, pour partie, l'assiduité et le temps qu'ils consacrent à leur fonction. Pour l'exercice écoulé, les rémunérations allouées se sont élevées à 25 500 euros.

Il n'existe pas d'engagement portant sur des indemnités de rupture, ni de régime de retraite supplémentaire au profit des mandataires sociaux.

Il sera demandé à la prochaine Assemblée Générale de bien vouloir approuver ces principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages en nature de toute nature, attribuables aux dirigeants mandataires sociaux.

### ***Approbation des éléments de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux au titre de 2025***

La loi a institué une procédure de contrôle, à posteriori (ex post) par les actionnaires, des éléments de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux.

En application de l'article L.22-10-34 du Code de commerce, il sera demandé à la prochaine Assemblée Générale de bien vouloir statuer sur les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, versés ou attribués, au titre de l'exercice 2025, aux dirigeants mandataires sociaux.

Ces éléments de rémunération sont décrits ci-dessous et sont conformes avec la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 25 juin 2025.

### ***Tableau des rémunérations***

#### ***➤ Rémunération des dirigeants mandataires sociaux***

Nom et fonction du dirigeant mandataire social	Rémunérations brutes fixes et variables dues en K€											
	Partie fixe		Partie variable annuelle (objectif annuel)				PEE PERCO		Avantage en nature		Total	
	2025	2024	2025		2024		2025	2024	2025	2024	2025	2024
			Montant fixé	Montant dû	Montant fixé	Montant dû						
David-Alexandre GROS, Président Directeur Général de SAINT JEAN GROUPE à compter du 25 juin 2025	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Claude GROS, Président Directeur Général de SAINT JEAN GROUPE jusqu'au 25 juin 2025	-	-	-	-	-	-	9	9	-	-	9	9
Marie-Christine GROS-FAVROT, Directeur Général Délégué de SAINT JEAN GROUPE	18	18	-	-	-	-	9	9	-	-	27	27
Guillaume BLANLOEIL, Président de SAINT JEAN	280	280	25	14	25	10	-	-	3	3	297	293

➤ *Rémunération au titre du mandat de membre du Conseil d'Administration*

Administrateurs dépendants	Rémunérations allouées versées en K€	
	2025	2024
David-Alexandre GROS, Président Directeur Général de SAINT JEAN GROUPE à compter du 25 juin 2025	-	-
Claude GROS, Président Directeur Général de SAINT JEAN GROUPE jusqu'au 25 juin 2025	-	8,0
Marie-Christine GROS -FAVROT, Directeur Général Délégué de SAINT JEAN GROUPE	-	-
Guillaume BLANLOEIL, Président de SAINT JEAN	8,5	8,5

Administrateurs indépendants	Rémunérations allouées versées en K€	
	2025	2024
Aline COLLIN, Administrateur	8,0	8,0
Laurent DELTOUR, Vice-Président	9,0	9,0

## **RATIO D'EQUITE**

Ratio d'équité entre le niveau de rémunération des dirigeants de SAINT JEAN GROUPE et les rémunérations moyennes et médianes des salariés de la société SAINT JEAN GROUPE.

L'article L.22-10-9, I.6 du Code de commerce introduit la communication du ratio d'équité par les sociétés cotées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise présenté à l'Assemblée Générale annuelle par le Conseil d'Administration. Il s'agit du ratio d'équité entre le niveau des salaires dus, au titre de l'exercice, aux dirigeants de SAINT JEAN GROUPE mis en regard des salaires moyens et médians dus, au titre de l'exercice, aux trois salariés à temps plein de SAINT JEAN GROUPE.

	2025	2024
<b>Ratio d'équité avec la rémunération moyenne</b>		
Dirigeants de SAINT JEAN GROUPE (1)	0,17	0,18
<b>Ratio d'équité avec la rémunération médiane</b>		
Dirigeants de SAINT JEAN GROUPE (1)	0,13	0,13

(1) Seul le Directeur Général perçoit une rémunération

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-9, I.7 du Code de commerce, les ratios de rémunération sont mis en perspective avec l'évolution de la performance de SAINT JEAN GROUPE. A ce titre, l'évolution du résultat courant avant impôts sur les cinq derniers exercices est présentée ci-après, en parallèle de l'évolution annuelle des rémunérations totales versées par SAINT JEAN GROUPE

et de celle de la rémunération moyenne des trois salariés à temps plein de SAINT JEAN GROUPE ainsi que l'évolution des ratios d'équité, mentionnés ci-dessus :

	2025	2024	2023	2022	2021
Evolution moyenne des rémunérations totales	3,73 %	4,07 %	3,85 %	-4,60 %	8,01 %
Evolution de la rémunération moyenne des trois salariés à temps plein	3,95 %	4,32 %	4,10 %	-4,89 %	8,54 %
Résultat courant avant impôts en K€	1 767	989	399	-494	-679
Evolution du ratio d'équité avec la rémunération moyenne	-3,80 %	-4,14 %	-3,94 %	5,14 %	-7,87 %
Evolution du ratio d'équité avec la rémunération médiane	-3,85 %	-3,87 %	-3,86 %	6,06 %	-8,32 %

### **CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Il n'y a pas de convention, visée à l'article L.225-38 du Code de commerce, conclue ou poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### **ACTIONNARIAT**

En application de l'article L.233-13 du Code de commerce, nous vous informons, qu'au 31 décembre 2025, le capital et les droits de vote exerçables de SAINT JEAN GROUPE étaient répartis de la manière suivante :

	% du capital	% des droits vote (1)
Claude GROS (pleine propriété)	2,57	2,70
Claude GROS (usufruit)	-	48,99
Marie-Christine GROS-FAVROT	1,52	1,49
Les quatre enfants de M. Claude GROS (nue-propriété) (2)	46,55	-
Les quatre enfants de M. Claude GROS (nue-propriété) (3)	15,96	16,79
<b>Sous total groupe familial GROS (4)</b>	<b>66,60</b>	<b>69,97</b>
Laurent DELTOUR	12,41	13,06
Public	20,99	16,97
<b>TOTAL</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

(1) Un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées, inscrites en nominatif pur depuis deux ans au moins, au nom d'un même actionnaire.

(2) Les droits de vote sont exerçables par M. Claude GROS, usufruitier, pour toutes les décisions, conformément aux statuts.

(3) Les droits de vote sont exerçables par le nu-propriétaire, à l'exception des décisions concernant l'affectation du résultat pour lesquelles le droit de vote appartient à M. Claude GROS, usufruitier, conformément aux statuts.

(4) Il n'existe pas d'accord de concert au sein du groupe familial GROS.

A notre connaissance, aucun autre actionnaire que ceux mentionnés ci-dessus ne détient plus de 5 % du capital social ou des droits de vote.

Le personnel du Groupe détenait, au 31 décembre 2025, dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise, 41 478 actions de la société, représentant 1,30 % du capital.

### **DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE**

Il n'existe pas de délégation d'augmentation de capital en cours de validité à la clôture de l'exercice.

## **MODALITES D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE**

La direction générale de la société est assumée, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration du 29 juin 2017 a décidé que la direction générale de la société sera assumée par le Président du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration du 15 décembre 2022 a nommé un Directeur Général Délégué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## **MODALITES PARTICULIERES RELATIVES A LA PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES A L'ASSEMBLEE GENERALE**

Les statuts de SAINT JEAN GROUPE précisent, au titre VI, les conditions de participation des actionnaires aux Assemblées Générales.

## **ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE**

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-11 du Code de commerce, nous vous précisons les éléments suivants :

- la structure du capital de la société est présentée au paragraphe actionnariat ci-dessus,
- il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions,
- aucune convention prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition n'a été portée à la connaissance de la société en application de l'article L.233-11 du Code de commerce,
- les participations directes ou indirectes dans le capital de la société, dont elle a connaissance en vertu des articles L.233-7 et L.233-12 du Code de commerce, sont présentées au paragraphe actionnariat ci-dessus,
- il n'existe pas de titre comportant des droits de contrôle spéciaux,
- les droits de vote des actions détenues par le personnel sont exercés directement par ces derniers,
- il n'existe pas, à la connaissance de la société, d'accord entre les actionnaires pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote,
- les règles applicables à la nomination et au remplacement des Administrateurs ainsi qu'à la modification des statuts de la société sont les règles légales,
- le Conseil d'Administration ne dispose d'aucune délégation en matière d'augmentation de capital,
- l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2025 a autorisé le Conseil d'Administration, pour une période de dix-huit mois, à procéder à l'achat par la société de ses propres actions dans la limite de 10 % du capital de la société,
- il n'existe pas d'accord particulier prévoyant des indemnités en cas de cession des fonctions d'administrateurs ou de salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse, ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange, à l'exception de deux cadres de la société qui bénéficient, en cas de rupture intervenant avant le 4 avril 2029, d'une indemnité contractuelle de licenciement.



## **INFORMATIONS SUR LES PRINCIPAUX RISQUES**

Le Groupe est vigilant aux risques qu'il génère, comme les risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité et les résultats. Des moyens de prévention et de protection sont mis en place afin de mieux les anticiper et renforcer ainsi la résilience du Groupe.

Il est possible que le Groupe soit exposé à d'autres risques non identifiés qui pourraient modifier l'appréciation des risques ou leurs impacts sur les activités à la date de rédaction du présent document.

Le Groupe considère qu'il n'y a pas d'autres risques majeurs que ceux présentés ci-dessous :

### ***RISQUES STRATEGIQUES***

#### **Risque de dépendance vis-à-vis de la grande distribution :**

Le Groupe réalise environ 64 % de son chiffre d'affaires en grande distribution. Cette situation peut exposer le Groupe à un risque commercial en cas de perte d'un référencement important, de réduction des volumes commandés ou de modification des conditions commerciales dans le cadre des négociations annuelles qui jouent un rôle central dans la détermination des prix de vente et des conditions promotionnelles.

Afin de réduire ce risque, le Groupe diversifie les canaux de distribution de ses produits tels que RHF, clients industriels, petits commerces, boutiques. Par ailleurs, afin de maintenir ses référencements, le Groupe s'attache à répondre de manière transparente et sincère aux demandes des clients. Enfin, des efforts sont réalisés en permanence en vue de renforcer la notoriété des marques du Groupe sur les marchés stratégiques, d'accroître la différenciation des produits et d'assurer ainsi la pérennité des activités du Groupe.

#### **Risque lié à l'évolution des préférences des consommateurs :**

Les habitudes alimentaires évoluent régulièrement sous l'effet de nouvelles attentes en matière de santé, de nutrition, de naturalité des produits ou d'impact environnemental. Une évolution rapide des préférences des consommateurs pourrait nécessiter des adaptations de l'offre, des investissements en innovation ou des repositionnements marketing.

Pour faire face à cette évolution rapide, le Groupe doit constamment innover et adapter ses gammes de produits et l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement. Le Groupe veille à développer des gammes de produits qui répondent aux attentes des consommateurs en matière de santé et de sécurité nutritionnelle (agriculture biologique, naturalité, clean label, écoconception...).

#### **Risque d'atteinte à l'image de marque et à la réputation :**

Le Groupe est particulièrement attentif aux événements qui pourraient affecter de manière significative la réputation et l'image des marques du Groupe, notamment la marque SAINT JEAN. La survenance d'événements réputationnels, fondés ou non fondés, notamment de couverture médiatique forte serait susceptible d'avoir un effet significativement défavorable sur son activité, ses résultats et perspectives.

Une organisation de gestion de crise est déployée au niveau du Groupe avec pour mission de prévenir, gérer et limiter les conséquences de tels événements.

## ***RISQUES OPERATIONNELS***

### **Risque cyber-informatique :**

La réussite du Groupe dépend de la disponibilité totale, de l'intégrité et de la confidentialité de ses systèmes d'information, notamment pour traiter les transactions, piloter les outils de production, gérer les stocks, les achats et les livraisons de ses produits dans les meilleurs délais.

La digitalisation croissante de l'ensemble des processus du Groupe entraîne un élargissement de la surface d'exposition aux menaces cyber, susceptible d'impacter la continuité des opérations, la qualité des produits, la sécurité sanitaire et les flux logistiques.

Le Groupe met en œuvre une politique de sécurité des systèmes d'information formalisée, revue périodiquement afin de tenir compte de l'évolution des menaces, des usages numériques et des contraintes réglementaires applicables.

Des investissements continus sont réalisés afin de renforcer le niveau de protection des infrastructures informatiques et industrielles, ainsi que les capacités de détection, de prévention et de réponse aux incidents de sécurité.

La gestion du risque cyber repose essentiellement sur :

- des actions régulières de sensibilisation des collaborateurs aux risques de cyber-attaques (phishing, rançongiciels, fraude au président, compromission de comptes) et aux bonnes pratiques de sécurité numérique,
- des formations à la sécurité des systèmes d'information dispensées aux nouveaux arrivants ainsi que des campagnes périodiques de sensibilisation pour l'ensemble des collaborateurs,
- l'homogénéisation des architectures techniques et la formalisation de procédures de sécurité couvrant l'ensemble du cycle de vie des solutions informatiques (acquisition, exploitation, maintenance), incluant la réalisation de sauvegardes régulières, externalisées lorsque nécessaire, ainsi que des tests périodiques de restauration,
- la sécurisation des accès aux systèmes d'information internes et distants, notamment par des mécanismes d'authentification renforcée et de gestion des habilitations.

Le Groupe répond également à ce risque au travers de :

- la mise en œuvre de dispositifs de protection des infrastructures (postes de travail, serveurs, réseaux et équipements industriels) contre les logiciels malveillants et les tentatives d'intrusion,
- la supervision des systèmes d'information permettant la détection d'événements de sécurité et la gestion des incidents,
- la réalisation d'audits de sécurité et de tests réguliers destinés à évaluer le niveau de robustesse des dispositifs de protection mis en œuvre,
- la prise en compte des risques liés aux prestataires et aux chaînes d'approvisionnement numériques dans le cadre de la gestion des accès et des interconnexions aux systèmes d'information du Groupe.

### **Risque qualité et sanitaire des produits :**

En raison de la nature même de son activité, le Groupe est exposé aux risques de produits contaminés et dangereux pour les consommateurs, pouvant donner lieu à une crise sanitaire. Ce risque en matière de sécurité alimentaire peut survenir en cas de présence, réelle ou présumée, de contaminants chimiques, microbiologiques, physiques ou allergènes dans les matières premières, les emballages ou les produits finis.

La matérialisation des risques décrits ci-dessus pourrait entraîner un recul des ventes du Groupe, des arrêts de la production, des rappels coûteux de produits ainsi que des plaintes, des amendes et/ou des

décisions de justice susceptibles d'avoir un impact négatif sur sa réputation et la confiance des consommateurs.

En matière de qualité des produits, les risques sont couverts par l'application des normes en vigueur au sein du Groupe, qui a, notamment, adopté une démarche globale validée par la certification des sites industriels selon le référentiel IFS V8. Une organisation interne de surveillance et d'actions est chargée de mettre en place les procédures nécessaires pour garantir la sécurité des consommateurs et préserver la notoriété des marques.

Le Groupe intègre la démarche qualité au cœur de ses usines et dans le travail quotidien. L'entreprise a la volonté de maintenir son niveau de sécurité sanitaire en poursuivant sans cesse l'amélioration du système HACCP (analyse des risques), en l'adaptant à toutes modifications du process ou après des retours d'expérience par les équipes, dans le respect de la réglementation et du cahier des charges clients. Les risques sanitaires, classés par catégorie, sont réévalués sur l'ensemble des sites à minima annuellement.

### **Risque social :**

La capacité du Groupe à attirer et fidéliser les talents dont il a besoin ainsi que la gestion de zones d'emploi dans les lieux d'implantation de nos usines sont des facteurs clef de sa réussite. Toute incapacité à retenir ou à attirer des talents pourrait affecter la compétitivité du Groupe, sa capacité d'évolution et donc ses résultats.

Le Groupe s'appuie sur sa stratégie de ressources humaines pour attirer et fidéliser les talents à travers :

#### ***. L'attractivité de la marque employeur SAINT JEAN :***

Le Groupe s'assure de développer des outils managériaux et des possibilités offertes à ses employés afin de continuer à accroître l'attractivité de la marque employeur SAINT JEAN, notamment grâce à :

- une démarche de recrutement multicanal et orientée vers la formation : apprentissage, développement des CQP (Certificat de Qualification Professionnelle), programme HOPE, parcours SAINT JEAN et pôle formation maintenance,
- des perspectives d'évolution et de mobilités internes,
- l'appel à des volontaires intersites pour soutenir les équipes en sous-effectifs ou en pic d'activité qui est pratiqué chaque fois que le besoin s'en fait sentir,
- la mise en place d'un baromètre social, d'une démarche QVCT (Qualité de Vie et des Conditions de Travail) et de groupes de travail comme moyen d'écoute des salariés afin de leur offrir un cadre et des conditions de travail répondant au mieux à leurs besoins,
- un programme de tutorat pour les nouveaux managers.

#### ***. la santé et sécurité :***

Compte tenu de son activité industrielle, le Groupe est très attentif aux risques pouvant altérer la santé et la sécurité des personnes.

Depuis 2021, le Groupe a mis en place un projet sécurité structurant qui intègre l'ensemble des collaborateurs :

- le déploiement de la méthode six S (Situer, Soigner, Standardiser, Suivre, Supprimer, Sécurité) sur les postes de travail,
- la mise en place d'une feuille de route pluriannuelle pour la santé sécurité chez SAINT JEAN avec un suivi mensuel en comité de pilotage,
- l'organisation d'une semaine de la sécurité et d'un challenge sécurité sur tous les sites et pour l'ensemble des salariés,
- la mise en place de prérequis dans les usines et des « incontournables sécurité » afin de fixer les règles adaptées aux activités du Groupe, qui sauvent et préservent la santé.

La démarche santé sécurité est accompagnée d'une démarche managériale permettant d'engager les managers et les collaborateurs dans cet enjeu.

**. personnes clés :**

La perte d'une personne clé du Groupe peut fragiliser son fonctionnement car ces individus détiennent souvent des compétences et des relations essentielles à l'activité. Leur départ peut entraîner une désorganisation, une perte de savoir-faire, notamment si aucune solution d'anticipation ou de remplacement n'a été prévue par l'entreprise.

Le groupe réalise un état des lieux annuel des postes à risques et des suppléances ainsi qu'un suivi des plans d'actions axé sur la polyvalence, les formations assurant la continuité d'activité et la formalisation de certaines connaissances. Le Groupe développe aussi une approche pépinière dans les services. Enfin, le Groupe s'interroge annuellement sur la succession de ses dirigeants et sur les moyens à mettre en œuvre en cas d'impossibilité, totale ou partielle, de l'exercice de leurs fonctions.

## ***RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT EXTERNE***

### **Risque sur les approvisionnements :**

**. *Risque de variation des cours des matières premières et emballages :***

Le résultat du Groupe peut être affecté par la fluctuation du prix de certaines matières premières et, notamment, les œufs, le beurre, le fromage et le blé. Le coût des matières premières représente environ 45 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Le Groupe diversifie son activité et ses produits afin de limiter sa dépendance aux évolutions des cours de l'une ou l'autre matière première et emballage. Des contrats avec des fournisseurs de matières premières et emballages peuvent parfois être signés pour fixer les cours. Le Groupe sécurise ses approvisionnements en travaillant avec un large parc de fournisseurs pour réduire le risque de défaillance de l'un d'entre eux et garantir une hausse limitée et juste des matières premières et des emballages.

**. *Risque de variation des prix de l'énergie :***

Dans le contexte géopolitique actuel, le Groupe peut être exposé à des risques de volatilité des prix de l'énergie, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les ventes, la marge et les résultats du Groupe. Le coût de l'énergie, notamment l'électricité, représente, en 2025, environ 3 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Le Groupe travaille à optimiser ses consommations d'énergie afin de s'approvisionner de la quantité de ressource suffisante, notamment dans sa nouvelle usine. De nombreux investissements sont réalisés dans les utilités des usines.

Le Groupe a mis en place un service performance énergétique pour suivre les évolutions des disponibilités en énergie et être en mesure de contracter rapidement avec les fournisseurs, le Groupe entretenant des liens étroits avec ceux-ci.

Des contrats avec des fournisseurs d'énergie sont signés pour fixer les cours en fonction des volumes prévus afin de pouvoir bénéficier des meilleurs tarifs et ainsi sécuriser les approvisionnements.

Le Groupe a une procédure de gestion de crise qui serait convoquée en cas de restriction d'énergie et de ressources.

### ***Risque lié à l'environnement industriel :***

#### ***. Risque environnemental et climatique :***

L'activité du Groupe est sujette aux risques environnementaux liés au changement climatique du fait de son activité de fabrication de produits alimentaires. Les événements climatiques, phénomènes croissants, ont des conséquences sur les sols, la biodiversité et les écosystèmes ainsi que par des perturbations dans la disponibilité, la qualité et les prix des matières premières et des ingrédients utilisés, mais aussi de la ressource en eau.

Le Groupe intègre dans ses normes de construction les événements climatiques possibles. Le Groupe considère que la problématique de l'approvisionnement en eau est cruciale pour son modèle économique. Un Plan de Sobriété Hydraulique (PSH) ainsi que des innovations sont déployés localement pour réduire sa consommation en eau.

Le Groupe développe des filières d'approvisionnement locales et s'engage à maintenir des partenariats forts avec ses fournisseurs. La mise en culture des ingrédients est supérieure aux besoins estimés et un référencement au-delà de l'aire géographique prédéfinie est effectué avec éventuellement un changement des emballages en conséquence.

Soucieux de l'impact sur l'environnement et de la maîtrise de la consommation d'énergie, le Groupe se préoccupe de son empreinte carbone et mène des actions de réduction de ses émissions. Il tient compte des aspects environnementaux dans ses décisions stratégiques, notamment en investissant dans la performance environnementale des nouveaux équipements, et optimise les installations existantes par une maintenance orientée performance énergétique couplée à une gestion technique centralisée (GTC) puissante.

#### ***. Risque lié à la protection des actifs :***

Le Groupe, qui détient plusieurs sites industriels, peut être exposé à un arrêt de son outil de production en raison d'un incendie, d'une inondation, d'une catastrophe naturelle ou d'une défaillance matérielle qui aurait des conséquences sur l'activité et le résultat du Groupe.

Le Groupe ne détient pas d'installations à très hauts risques. La prévention des risques de dommages tels que les incendies ou les risques environnementaux fait l'objet d'un système de management spécifique. La totalité des locaux industriels du Groupe est équipée de systèmes anti-incendie, de détection et de protection. Les installations sont construites de façon à veiller à la rétention des écoulements accidentels. Au-delà de la couverture assurance des actifs existants pour l'ensemble des sites, le Groupe procède régulièrement à la vérification de la conformité des installations techniques pouvant avoir des conséquences sur l'environnement ou la sécurité des personnes (équipements de lutte contre l'incendie, installations électriques, installations sous pression etc...). Cette vérification est réalisée par différents bureaux de contrôle indépendants, dont les observations sont prises en compte par le Groupe dans des plans d'actions dédiés.

## Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société SAINT JEAN GROUPE,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAINT JEAN GROUPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## ■ Évaluation des titres de participation et des créances rattachées à des participations

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les titres de participation et les créances rattachées à des participations, figurant au bilan au 31 décembre 2025 pour une valeur nette de 39,9 M€, représentent 54 % du bilan de votre société.</p> <p>Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'inventaire.</p> <p>Comme indiqué dans la note « Immobilisations financières » de l'annexe des comptes annuels, la valeur d'inventaire des titres de participation correspond à leur valeur d'usage. Elle est déterminée par la direction sur la base de la valeur des capitaux propres réestimés à la clôture de l'exercice des participations concernées, de leur niveau de rentabilité et de leurs perspectives d'avenir, notamment à travers l'actualisation des flux futurs de trésorerie.</p> <p>L'estimation de la valeur d'usage de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques ou à des éléments prévisionnels.</p> <p>Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, telle que la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation et des créances rattachées à des participations constituait un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos procédures d'audit ont consisté principalement à apprécier les méthodes d'évaluation retenues et, selon les titres de participation concernés, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ pour les évaluations reposant sur des éléments historiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ examiner la concordance des capitaux propres retenus avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques et étudier si les ajustements opérés, le cas échéant sur ces capitaux propres, sont fondés sur une documentation probante ;</li> </ul> </li> <li>▶ pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels : <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ apprécier la cohérence des prévisions de flux de trésorerie établies par les directions opérationnelles avec les données prévisionnelles établies sous le contrôle de la direction générale et du conseil d'administration de votre société, dans le cadre du processus budgétaire ;</li> <li>▶ analyser la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique, en particulier, la méthode de détermination des taux d'actualisation et de croissance à long terme ;</li> <li>▶ comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier l'atteinte des objectifs passés ;</li> <li>▶ examiner la valeur résultant des prévisions de trésorerie et étudier le caractère probant des ajustements du montant de l'endettement de l'entité considérée.</li> </ul> </li> </ul> <p>Au-delà de l'appréciation des valeurs d'usage des titres de participation, nos travaux ont consisté également à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ vérifier l'exactitude arithmétique des valeurs estimatives retenues par votre société ;</li> <li>▶ apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées à des participations au regard des analyses effectuées sur les titres de participation.</li> </ul>

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

### ■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4, L. 22-10-10 et L. 22-10-9 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

### ■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### ■ Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du Commissaire aux Comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.



Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

## ■ Désignation des Commissaires aux Comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux Comptes de la société SAINT JEAN GROUPE par votre Assemblée Générale du 21 juin 2016 pour le cabinet AURYS AUDIT et du 22 juin 2022 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet AURYS AUDIT était dans la dixième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la quatrième année.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## ■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Lyon, le 7 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

AURYS AUDIT

ERNST & YOUNG Audit

Frédéric VELOZZO

Benjamin MALHERBE